



**PRÉFET  
DE LA LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire  
2 avenue Grüner  
Allée C  
42000 St Étienne

St Étienne, le 20/12/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/11/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **CHIAVERINA ETS SARL**

535 rue du Pont  
BP 19  
42120 Commelle-Vernay

Références : UID4243 MEA 024 0320  
Code AIOT : 0006101175

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/11/2024 dans l'établissement CHIAVERINA ETS SARL implanté Lieu dit Vernay 42120 Commelle-Vernay. L'inspection a été annoncée le 26/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite a été réalisée dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôle.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CHIAVERINA ETS SARL
- Lieu dit Vernay 42120 Commelle-Vernay
- Code AIOT : 0006101175
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Cette carrière a été autorisée en dernier lieu par arrêté du 24/06/2011 pour une durée de 15 ans. Elle arrive donc à échéance en 2027. Un dossier de demande de renouvellement a été déposé et est en cours d'instruction.

L'exploitation se situe dans sa dernière phase quinquennale, avec un petit retard d'exploitation lié à un niveau de production ralenti par rapport au niveau autorisé.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Air
- Bruits et vibrations

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Qualité des eaux	Arrêté Préfectoral du 24/06/2011, article 10.3	Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plans	Arrêté Préfectoral du 24/06/2011, article 7.7	Sans objet
2	Conduite de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 24/06/2011, article 7.5	Sans objet
3	Suivi écologique	Arrêté Préfectoral du 24/06/2011, article 6.4.2	Sans objet
5	Pollution de l'air	Arrêté Préfectoral du 24/06/2011, article 11	Sans objet
6	Bruits et vibrations	Arrêté Préfectoral du 24/06/2011, article 14.3	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitation a été poursuivie selon l'étude de stabilité réalisée en 2005 suite à des glissements de terrain liés à des tirs de mine. Les hauteurs de fronts actuelles correspondent aux préconisations de l'étude.

L'exploitant a investi dans un système d'aspiration et de dépoussiérage de son installation fixe, ainsi que dans des bâches de protection acoustique. Le nouveau système de dépoussiérage doit faire l'objet d'une procédure de maintenance qui assurera son bon fonctionnement en toutes circonstances.

Le suivi environnemental est réalisé mais nécessite une gestion plus rigoureuse.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Plans

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/06/2011, article 7.7
<b>Thème(s) :</b> Autre, Plan d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Il est établi un plan d'échelle adaptée à la superficie de l'exploitation. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none"><li>• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 50 mètres et avec un repérage par rapport au cadastre,</li><li>• les bords de la fouille,</li><li>• les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,</li><li>• les zones remises en état,</li><li>• des éléments de la surface dont l'intégrité de l'emprise conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.</li></ul> Sur ce plan sera inscrite la surface restant à exploiter.  Dans la première semaine du mois de janvier, et chaque année, ce plan, certifié et signé par l'exploitant, sera adressé au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône Alpes.
<b>Constats :</b>  Les plans sont transmis chaque année et conformes aux attendus.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Conduite de l'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/06/2011, article 7.5
<b>Thème(s) :</b> Autre, Conduite de l'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitation sera conduite suivant la méthode et le phasage définis dans la demande. Les plans utiles relatifs à la description du phasage de l'exploitation sont joints au présent arrêté.
<b>Constats :</b>  L'exploitation en est à la 3ème et dernière phase quinquennale. Un retard d'exploitation est observable puisque le carreau aurait dû atteindre sa côte limite basse dès la fin de la 2ème phase quinquennale soit 272 m NGF (côte basse janvier 2024 : 280 m NGF).  Partie centrale de la carrière (fronts Nord-Est) : Le 3ème front présente une grande hauteur (environ 20 mètres) en partie centrale de la carrière.

Selon l'étude de stabilisation des fronts de octobre 2005 (profil 5), les hauteurs de fronts sont respectés; notamment le profil 5 prévoyait un front de 20 mètres entre les côtes 312 et 332.

Fronts Sud-Est :

Le 2ème front présente une hauteur de 20 mètres, ce qui correspond au profil 1 de l'étude de stabilisation des fronts de octobre 2005.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Suivi écologique

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 24/06/2011, article 6.4.2

**Thème(s) :** Autre, Suivi écologique

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant mettra en place un suivi écologique de la carrière, réalisé par un organisme compétent. Ce suivi permettra en outre de d'établir les mesures de protection nécessaires au fur et à mesure de l'avancement de l'exploitation.

**Constats :**

Suivi écologique réalisé, notamment dans le cadre du dossier de demande d'autorisation 2023/2024.

Lors d'un précédent rapport de suivi, l'exploitant devait réaliser 3 hibernacula. Ceux-ci ont bien été réalisés.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 4 : Qualité des eaux

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 24/06/2011, article 10.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance des eejets aqueux

**Prescription contrôlée :**

L'efficacité du bassin de décantation est vérifié par une analyse annuelle des eaux rejetées. En l'absence de rejet, un prélèvement est effectué dans le bassin.

Sont contrôlés pH, DCO, MES et teneur en hydrocarbures.

Un tel contrôle est renouvelée en cas de plainte fondée concernant la qualité des eaux rejetées.

**Constats :**

L'exploitant fait réaliser des prélèvements dans le bassin. Les résultats étaient conformes pour les prélèvements des 16/05/2022 et 08/11/2023.

Aucun prélèvement en 2024.

L'exploitant a fait réaliser pour la première un prélèvement en sortie du séparateurs hydrocarbures le 18/01/2024.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Faire un prélèvement et analyse dans le bassin de décantation rapidement.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 5 : Pollution de l'air

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/06/2011, article 11
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des retombées de poussières
<b>Prescription contrôlée :</b>  Des campagnes de mesures de retombées de poussières dans l'environnement seront réalisées tous les 3 ans (plaquettes) en limite des terrains autorisés.
<b>Constats :</b>  Les dernières campagnes de mesures de retombées de poussières sont : <ul style="list-style-type: none"> <li>• 14/11 au 19/12/2018</li> <li>• 16/05 au 21/06/2022</li> <li>• 16/01 au 15/02/2024</li> </ul> Depuis mai/juin 2023, une aspiration des points sensibles a été mises en place (sortie du broyeur HP200, sortie du broyeur HP100, sortie du crible 13/30, sortie du crible 20/50 et goulotte de sable).  Les résultats des mesures n'ont pas révélé de problématiques vis-à-vis du référentiel couramment utilisé (norme allemande). L'exploitant affirme que l'aspiration mise en place est particulièrement efficace.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit mettre en place une procédure écrite relative aux modalités de maintenance de l'installation de dépoussiérage.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 6 : Bruits et vibrations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/06/2011, article 14.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des émissions
<b>Prescription contrôlée :</b>  1°/ <u>Contrôle acoustique</u> : Des contrôles seront renouvelés régulièrement (au moins une campagne trisannuelle) ainsi qu'en cas de plaintes du voisinage. Dans ce dernier cas, les mesures seront confiées à un organisme indépendant. Les résultats des contrôles seront transmis à l'inspecteur des installations classées ainsi qu'au maire de la commune. Tous les contrôles sont à la charge de l'exploitant. 2°/ <u>Contrôle des vibrations</u> : Des mesures d'ébranlement dû aux tirs seront effectuées une fois par an pour une habitation parmi les plus proches du lieu du tir et pour le pont. Ces mesures seront confiées à un organisme spécialisé et à la charge de l'exploitant. Elles devront permettre de définir la méthode d'abattage garantissant une sécurité suffisante pour les habitations et pour le pont (modalités de tir, définition de la charge unitaire, etc...). Les résultats de ces contrôles seront adressés à l'Inspecteur des Installations Classées. Tous les contrôles sont à la charge de l'exploitant.
<b>Constats :</b>  Les dernières campagnes de mesures réalisées (décembre 2019, mai 2022 et décembre 2023) n'ont pas révélé de dépassements des valeurs seuil, tant en niveau de bruit qu'en émergence. On note toutefois une valeur d'émergence à 4.5 dBA en ZER 2 en décembre 2023, <u>point sensible à vérifier lors des prochaines mesures.</u>  L'exploitant a procédé en 2023 à l'installation de bâche de protection acoustique sur le crible 20/50, le crible 13/30 puis, en septembre 2024, sur le broyeur HP200.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite